

# ECHO DU SNU



Trimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°16 Janvier-Mars 2025



**Ensemble pour un Tchad résilient et prospère en 2025**

# Nos Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies au Tchad



NATIONS UNIES  
TCHAD



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME  
HAUT-COMMISSARIAT



UNHCR  
The UN Refugee Agency



Organisation  
mondiale de la Santé



ONUSIDA



IOM  
UN MIGRATION



OCHA



UNFPA



Programme  
Alimentaire  
Mondial

PAM

unicef

pour chaque enfant



NATIONS UNIES  
TCHAD



Ce bulletin trimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

**-M. Luciano Calestini**

**-M. Dieudonné Bamouni**

Respectivement, Président et Vice-président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

**Dr François Batalingaya,**

Coordonnateur résident du système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire au Tchad

Collecte d'informations et mise en page :

**-Dohou Pascal Ferso**

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

**-Aristophane Ngargoune/UNHCR**

**-Van Hooreweghe Christina / OIM**

**-Freddy Mallo/OIM**

**-Augustin Zusanne/OCHA**

**-Louis Dorsouma / OCHA**

**-Anne-Isabelle Leclercq Balde/ UNICEF**

**-Brice Kevin DA / UNICEF**

**-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO**

**-Bouchoura Nassir Ousselat / UNESCO**

**-Joel Tchocke/UNFPA**

**-Adbel Aziz Ahamdan/ UNFPA**

**-Eric Djepatarlemgato / UNFPA**

**-Asma Achahboun / PAM**

**-Mohamed Youssouf / OMS**

**- Coumba Adama Kamissoko / OMS**

**-NAISSEM Jonas / OMS**

**-Mantar Laetitia / PUNV**

**-Marion Leila Ruth Harzi/ ONUDC**

**-Akou Akofa Degboe/ ONUSIDA**

**-Zahra Oumar Abdel-Hadi / ONUSIDA**



ONUDC  
Office des Nations Unies  
contre la drogue et le crime



VOLONTAIRES  
ONU



Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



unesco



UNDSS



Organisation  
internationale  
du Travail



FIDA  
Investir dans les  
populations rurales



ONU  
environnement



UNOPS

# EDITORIAL:



**Dr Francois Batalingaya,**  
Coordonnateur résident du système des Nations Unies  
et Coordonnateur Humanitaire

## Ensemble pour un Tchad résilient et prospère en 2025

Face à cette réalité, il est impératif d'agir avec lucidité et responsabilité. Nos efforts doivent se concentrer sur des secteurs stratégiques, véritables piliers d'un avenir meilleur pour tous :

- **L'éducation**, pierre angulaire du développement, pour garantir à chaque enfant un enseignement de qualité et former une nouvelle génération de leaders engagés.
- **La santé**, pour assurer un état de bien-être physique, mental et social, garantir l'accès équitable à des soins adéquats et protéger les plus vulnérables contre les maladies.
- **L'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle**, afin de renforcer l'autosuffisance des communautés et réduire la dépendance aux aides extérieures.
- **L'emploi et l'entrepreneuriat**, pour offrir des perspectives aux jeunes et limiter l'exode rural et les migrations forcées.
- **La paix et la cohésion sociale**, essentielles pour préserver l'unité nationale et consolider les acquis du développement.

L'avenir du Tchad ne repose pas uniquement sur les financements extérieurs, mais aussi sur notre capacité collective à innover, à nous adapter et à renforcer nos partenariats. Une gouvernance inclusive, un engagement politique fort et une mobilisation accrue du secteur privé et de la société civile seront les clés d'une transformation positive en 2025.

Les Nations Unies resteront aux côtés du Tchad pour accompagner ses ambitions et priorités, en mettant l'accent sur des solutions durables et des investissements stratégiques. Mais notre réussite dépend avant tout de notre unité et de notre engagement commun. Ensemble, avec chaque Tchadienne et chaque Tchadien, nous pouvons bâtir un avenir plus juste, plus prospère et plus résilient.

En cette nouvelle année, je réaffirme mon engagement et celui de toute l'équipe des Nations Unies au Tchad à œuvrer pour un pays plus fort et plus uni. Puissions-nous, en 2025, renforcer notre solidarité et notre détermination afin que personne ne soit laissé pour compte.

## L'équipe pays du système des Nations Unies renforcée!



Le Bureau UNICEF Tchad a un nouveau Représentant, en la personne de M. **Luciano Calestini**. Il remplace à ce poste Dr Marcel S. Ouattara qui a assuré l'intérim pendant **trois mois**. M. **Luciano Calestini** a dédié toute sa carrière au développement et à l'action humanitaire. Son engagement a débuté à la fin des années 1990 lorsqu'il a été déployé dans le sud du Soudan pour la réponse à la famine.

Depuis lors, il a servi dans des ONG au Timor oriental pendant le conflit post-référendaire de 1999, au Kosovo de 2000 à 2002 et dans l'ouest de l'Afghanistan de 2002 à 2003 après les interventions de l'OTAN. Il a rejoint l'UNICEF en 2004, d'abord dans l'est de la République démocratique du Congo de 2004 à 2007 pour répondre aux déplacements prolongés de populations, puis en Irak de 2007 à 2010 pour répondre aux besoins humanitaires à la suite de l'intervention américaine, à nouveau au Kosovo de 2010 à 2012, au Liban de 2013 à 2017 pour répondre à l'afflux de réfugiés syriens, au Tadjikistan de 2017 à 2020, en Grèce de 2020 à 2023 pour établir le nouveau bureau pays de l'UNICEF, et au Yémen de 2023 à 2024 pour soutenir la transition vers une programmation de renforcement des systèmes. Luciano a également été déployé pour des missions de courte durée afin de soutenir la réponse au choléra en Haïti en 2010, et le rétablissement de la présence de l'UNICEF en Libye en 2011.

Le même vent a soufflé au Bureau de la FAO, qui pendant plus de 3 ans a été assuré par le Représentant adjoint **M. Marc Nangassou**. **M. Aristide Ongone Obame**, est le nouveau Représentant de la FAO au Tchad. Il a présenté ses lettres de Créance le 21 février 2025

climatique, auxquels le Tchad est confronté. Pour lui, sa mission est de renforcer cette coopération pour développer les secteurs agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ainsi que la gestion durable des ressources environnementale et naturelles, en s'appuyant sur le Programme du Président de la République qui attribue une place importante à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'au bien être des Tchadiennes et Tchadiens.

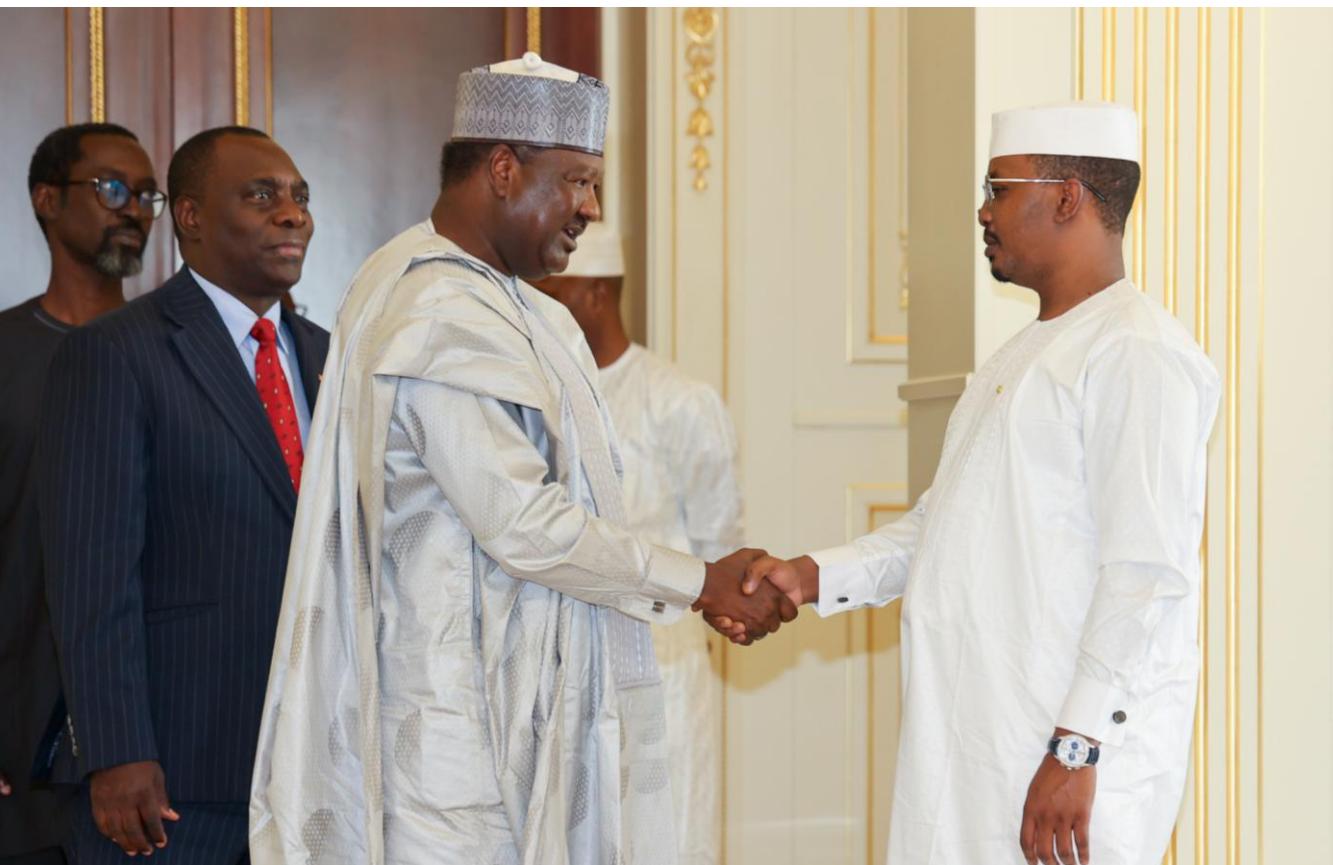


En présentant ses lettres aux autorités tchadiennes, il a salué l'excellente coopération qui règne entre la FAO et le Tchad ayant de s'attaquer aux défis humanitaires, environnementaux et dérèglement



M. Francis James a officiellement pris ses fonctions en tant que nouveau Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Tchad. Il a présenté ce jour sa lettre de créance au Ministre d'État aux Affaires étrangères, marquant ainsi le début de son mandat dans le pays. Il succède à M. Kamil Kamaleeden, admis à la retraite après plusieurs années de service au sein du système des Nations Unies. Lors de la cérémonie, M. Francis James a réaffirmé l'engagement du PNUD à accompagner le Tchad dans ses efforts de développement durable, de gouvernance, de renforcement de la paix et de résilience des communautés. Il a exprimé sa volonté de travailler en étroite collaboration avec les autorités tchadiennes, la société civile et les partenaires au développement afin de favoriser une croissance inclusive et durable.

## Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique Centrale reçu par le Chef de l'Etat



En visite officielle au Tchad, M. Abdou A Barry, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, a été reçu avec les honneurs par le Maréchal **Mahamat Idriss Déby Itno**, Président de la République. Cette rencontre d'envergure s'inscrit dans le cadre d'un renforcement stratégique des relations entre le Tchad et l'ONU, alors que le pays sort d'une transition politique saluée à l'échelle internationale.

Au cœur des échanges : la réussite de la transition politique, le partenariat Tchad-ONU, et la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays, marquée par un afflux massif de réfugiés fuyant le conflit au Soudan. M. A Barry a salué la force et la résilience du peuple tchadien face à ces défis majeurs, tout en réaffirmant le soutien constant des Nations Unies à la reconstruction nationale.

Le diplomate onusien n'a pas manqué d'exprimer la disponibilité totale de l'ONU à

accompagner le Tchad dans son ambitieux processus de refondation. "Nous sommes ici pour soutenir un peuple courageux qui aspire à un avenir plus juste, plus stable et durable", a-t-il déclaré.

Durant son séjour, M. A Barry a également rencontré plusieurs hauts responsables tchadiens – présidents d'institutions, ministres sectoriels et membres du corps diplomatique – pour discuter des objectifs communs, notamment ceux inscrits dans la Vision 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) et le plan stratégique national « Le Tchad que nous voulons ».

Cette visite marque une étape clé dans le renforcement du dialogue et de la coopération entre le Tchad et les Nations Unies, avec pour horizon un développement équitable, résilient et inclusif.

## Le retour définitif à l'ordre constitutionnel au Tchad - Une opportunité pour le renforcement de la démocratie et la prospérité partagée

Le Bureau du Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Tchad a dans un communiqué de presse rendu officiel le 14 mars 2025, féliciter le pays pour la transition réussie.

Le Tchad marque une avancée décisive dans sa trajectoire démocratique avec le rétablissement de l'ordre constitutionnel après trois années de transition politique. Ce 11 mars 2025 constitue une étape majeure dans l'histoire institutionnelle du pays, avec l'installation du Bureau du Sénat en sa première législature. Cette nouvelle institution joue un rôle essentiel dans l'enracinement de la démocratie. Le Sénat majoritairement composé d'élus locaux promeut une représentation équilibrée des différentes composantes sociopolitiques et régionales du pays.

Cette réussite du Tchad est à l'actif des Tchadiennes et des Tchadiens ainsi que de leurs autorités. Le Système des Nations Unies a accompagné ce processus politique et institutionnel depuis ses premières heures. L'accompagnement des Nations Unies s'est poursuivi sous le leadership de son Coordonnateur Résident, Dr François Balingaya. C'est ainsi que l'Équipe-pays a apporté un appui multiforme et continue pour tout au long du processus. À travers les agences, programmes et fonds des Nations Unies, un accompagnement technique, méthodologique et logistique a été assuré pour favoriser le dialogue entre les parties prenantes et la création de conditions de base pour des initiatives telle que le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion). Le Fonds du Secrétaire-Général pour la consolidation de la paix (PBF), placé sous le co-leadership du Gouvernement et des Nations Unies a joué un rôle catalytique majeur en créant les conditions du DDR et en favorisant plusieurs initiatives de paix à l'échelle nationale et locale. L'Équipe-pays des Nations Unies et certaines ONG ont été les maîtres d'œuvre des projets initiés et financés pour ce faire. Les agences telle que l'OIM, le PNUD et l'UNICEF - sur financement du PBF, ont soutenu le gouvernement, les institutions et la société civile dans le cadre du projet conjoint pré-DDR en soutien à la mise en

œuvre de l'Accord de Paix de Doha.

Le PNUD a été le bras opérationnel des Nations Unies pour d'abord, mobiliser des ressources dans le cadre du Basket Fund ; et ensuite, mettre en œuvre le Projet Transition qui a joué un rôle essentiel dans l'appui au dialogue national, à la cohésion sociale, aux élections, etc. Le Haut-Commissariat pour les droits de l'Homme, le FNUAP, ONU-Femmes et d'autres partenaires ont contribué à l'instauration d'un cadre propice à la tenue d'élections libres et inclusives. Ce soutien multiforme s'est traduit, entre-autres, par des missions d'observation et des initiatives de renforcement de capacité ayant contribué à la confiance des citoyens dans le processus électoral et institutionnel.

À travers ce processus institutionnel important pour la stabilité politique du Tchad, un progrès notable a également été observé en matière de représentation féminine au sein des instances législatives, avec 34 % de femmes élues députées. Ceci est une avancée significative favorisée par un environnement institutionnel propice dont la volonté politique et l'engagement résolu du Gouvernement à promouvoir la participation des femmes. Par ailleurs, les efforts conjoints des acteurs impliqués ont permis d'informer et de sensibiliser plus de huit millions de personnes à travers des outils adaptés de communication ayant encouragé une participation citoyenne inclusive et éclairée.

Le retour définitif à l'ordre constitutionnel ouvre ainsi une nouvelle ère pour le Tchad, marquée par un engagement renforcé en faveur de la consolidation de la démocratie et la stabilité institutionnelle comme gages de la paix et du développement durable.

La paix durable et la prospérité partagée qu'elle requiert sont tributaires d'un engagement affirmé et irréversible pour la pérennisation des acquis de la transition. La gouvernance post-transition au Tchad qui repose désormais sur la décentralisation devrait garantir la pleine participation des Tchadiennes et des Tchadiens au processus décisionnel les concernant à tous les niveaux : local à travers les conseils communaux et provinciaux ; et national par l'entremise du Sénat et de l'Assemblée nationale.

## Remise des attestations de reconnaissance aux acteurs humanitaires



La Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires, Mme Fatimé Boukar Kosseï a présidé, ce mardi, la cérémonie de reconnaissance aux volontaires, partenaires et acteurs des médias pour leur appui et engagement exemplaire pendant les inondations pluviales et fluviales qui ont frappé le pays.

La cérémonie qui a vu la présence massive des volontaires des différents sites d'accueil des sinistrés, des représentants des médias, était rehaussée par la présence du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et des quelques responsables des agences onusiennes.

Mme Fatimé BOUKAR KOSSEI, Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité admet que, les volontaires, les partenaires et les médias ont, dans des circonstances particulièrement difficiles, fait preuve d'un dévouement sans faille en mettant en exergue, leur capacité collective pour réagir et pour protéger les plus vulnérables. "En tant que, maillon essentiel de notre société, je souligne que, vous avez été les premiers à répondre à l'appel du Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires pendant les moments douloureux des inondations pluviales et fluviales", a souligné Madame Fatimé Boukar Kosseï .

La Cheffe du Département de l'Action Sociale et de la Solidarité a ainsi exprimé sa profonde

reconnaissance aux récipiendaires des attestations de reconnaissance, plus particulièrement les médias, pour avoir joué un rôle essentiel en informant les citoyens en temps réel, en relayant les alertes et les consignes de sécurité, et en sensibilisant l'opinion publique sur les conséquences des inondations.

Ce moment de reconnaissance était l'occasion pour la Ministre de réitérer son appel à poursuivre le partenariat fructueux, qui a prévalu entre le Ministère et les autres institutions afin de renforcer la collaboration. L'objectif ultime étant de mieux peaufiner les mécanismes de prévention afin d'assurer un avenir plus sûr et plus solidaire pour tous, conformément à la vision politique du Maréchal Mahamat Idriss Deby Itno, Président de la République, Chef de l'Etat.



## Les acteurs humanitaires et le Gouvernement évaluent la réponse aux inondations de 2024

N'Djamena, le 06 Février 2024 - Le Secrétaire Général du Ministère, M. Mahamat Abdelkerim Bagari a ouvert, ce matin, à l'hôtel Résidence, l'Atelier de capitalisation des réponses aux inondations 2024. C'était autour des ministères concernés, des partenaires de la riposte et du coordonnateur du Système des United Nations Chad - Nations Unies Tchad, Dr François BATALINGAYA.

Les inondations de 2024 ont une fois encore mis en lumière les défis auxquels le Tchad fait face en matière de gestion des catastrophes naturelles. Elles ont touché des milliers de familles, dévasté des communautés entières et rappelé l'urgence de renforcer les mécanismes de prévention, de réponse et de reconstruction. Grâce à l'action coordonnée du Gouvernement, des agences du Système des Nations Unies, des organisations internationales, des acteurs locaux et des communautés elles-mêmes, une réponse rapide et efficace pour sauver des vies, fournir des abris, de la nourriture, des soins de santé et un soutien psychosocial aux personnes affectées a été faite.

Pour le Secrétaire Général du Ministère, cet atelier représente une opportunité unique de capitaliser sur ces efforts en analysant les actions menées durant cette crise, identifiant les succès, mais aussi les lacunes et les leçons apprises tout en partageant les bonnes pratiques et les innovations qui ont permis d'améliorer la réponse. Il est aussi question de proposer, durant cette rencontre, des recommandations concrètes pour renforcer la résilience collective face aux futurs défis climatiques et humanitaires.

La gestion des inondations et des catastrophes naturelles ne doit plus être une simple réponse d'urgence, mais plutôt une approche intégrée qui combine prévention, préparation, réponse et relèvement durable. Le Gouvernement tchadien, sous la vision éclairée du Président de la République, Chef de l'État, le Maréchal Mahamat Idriss Deby Itno, reste engagé à renforcer les capacités nationales en matière de gestion des crises humanitaires, a souligné le Secrétaire Général du Ministère.



## L'appui de l'OIM salué par le Ministère des Affaires Humanitaires



« Une collaboration étroite est essentielle pour une réponse coordonnée et durable. Promouvoir la cohabitation pacifique entre les populations retournées et les communautés hôtes est la clé d'un avenir harmonieux et résilient. », déclare Madame la Ministre.

Dans le cadre de la réponse humanitaire à la crise au Soudan qui a débutée en avril 2023, Madame la Ministre de l'Action Sociale, de la Solidarité et des Affaires Humanitaires du Tchad a effectué une visite de travail sur le site de Deguessa, situé dans la province de Sila. L'objectif était de constater l'appui significatif de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans la gestion et l'organisation du site. Accueillant plus de 3 500 ménages, ce site constitue l'un des plus importants points de regroupement de retournés au Tchad.

En étroite collaboration avec l'OIM, la Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR) et le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), cette mission visait à évaluer les progrès accomplis, à identifier les défis persistants et à renforcer la coordination entre les autorités locales, les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires.

Au cours de cette visite, l'OIM, chef de file pour la réponse d'urgence sur le site de Deguessa, a mis

en avant plusieurs réalisations importantes. À ce jour, 3 290 abris temporaires ont été construits, et 50 lampadaires solaires ont été installés pour améliorer la sécurité. Un espace éducatif comprenant 12 salles de classe a été créé pour les enfants, et des semences maraîchères ont été distribuées à 250 bénéficiaires, incluant les retournés et les membres des communautés hôtes. De plus, des projets générateurs de revenus ont été mis en œuvre pour soutenir l'autonomisation économique des femmes et renforcer la cohésion sociale.

Ces interventions de l'OIM contribuent directement à stabiliser la situation d'urgence humanitaire sur le site et à offrir un soutien vital aux populations affectées.

Cependant, des défis importants subsistent, notamment le manque de structures médicales adéquates, l'absence d'écoles secondaires, le besoin accru de formations socio-professionnelles pour les jeunes et l'insuffisance de l'assistance humanitaire face à l'arrivée continue de nouveaux retournés.

## L'OIM renforce la cohésion sociale à Deguessa, au Tchad, grâce à un marché communautaire et un magasin de stockage



L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) Tchad a officiellement remis aux autorités et à la communauté de Deguessa un marché communautaire, ainsi qu'un magasin de stockage de céréales, marquant une étape importante dans le renforcement de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique entre les populations retournées et la communauté hôte.

Le marché communautaire, d'une capacité d'accueil de 1 000 à 1 200 personnes, permettra de dynamiser l'économie locale en offrant un espace d'échange et de commerce pour les habitants de Deguessa. Le magasin communautaire, quant à lui, permettra de stocker jusqu'à 100 tonnes de céréales, assurant ainsi une meilleure sécurité alimentaire pour la communauté.

"Je remercie l'OIM pour ses multiples interventions dans la zone. Grâce à la construction de 8 hangars et un magasin, les commerçants peuvent vendre leurs marchandises sans souci, et le magasin permet le stockage des produits, ce qui limite les coûts de transports ou encore l'insécurité routière lors de déplacement des marchandises. Ces hangars et ce magasin sont une bénédiction pour nous. Ils nous offrent à la fois la sécurité de nos biens et la sécurité de nos

personnes." - Oumar Adam, Maire d'Amdjerema  
L'OIM travaille en étroite collaboration avec les communautés de Deguessa pour promouvoir la réintégration des populations retournées et renforcer les liens entre les différentes communautés. La construction de ces infrastructures est une réponse directe aux besoins exprimés par les populations, qui ont souligné l'importance d'avoir un espace d'échange commerciale, et des capacités de stockage alimentaire.

« Nous sommes convaincus que ces réalisations contribueront de manière significative à améliorer les conditions de vie des populations de Deguessa et à renforcer la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les différentes communautés », a déclaré Michel Kamate, Coordinateur adjoint d'urgence de l'OIM au Tchad.

Ce projet s'inscrit dans une approche globale de l'OIM visant à favoriser la réintégration durable des populations retournées et à renforcer la résilience des communautés hôtes en étroite collaboration avec le gouvernement du Tchad. Ces infrastructures ont été réalisées grâce au soutien financier du Japon, partenaire clé de l'OIM dans ses efforts de développement et de stabilisation au Tchad.

# Rescapée de la crise soudanaise, avec l'appui de l'UNFPA

**Ama encourage ses sœurs à regagner confiance en la vie et garder le sourire!**



Dans la localité d'Adré, vit une femme qui se bat chaque jour pour inspirer force et résilience à ceux qui l'entourent. À la tête d'une famille de huit enfants, Ama (nom emprunté), 41 ans, a trouvé refuge au camp de transit d'Adré (Tchad) et reconstruit sa vie peu à peu en aidant des femmes qui, comme elle, ont fui la guerre au Soudan. La crise au Soudan frappe de manière disproportionnée les femmes et les filles. Alors qu'elle est enceinte de sept mois, Ama est contrainte de se cacher pendant cinquante jours avant de finalement donner naissance à sa fille dans des conditions particulièrement éprouvantes. "J'ai commencé à ressentir des douleurs intenses et des contractions prématurées. Sans accès à des soins médicaux appropriés, j'étais terrifiée à l'idée de perdre mon bébé. L'accouchement a été extrêmement difficile en raison de la malnutrition et du stress accumulé", explique-t-elle. Le lendemain de son accouchement, elle échappe de justesse à une tentative de viol au Soudan par des hommes armés. C'est alors qu'elle décide de regagner le Tchad pour assurer à ses enfants une chance de survie. Depuis le début du conflit au Soudan le 15 avril 2023 entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR), le Tchad a accueilli plus de 604 206 nouveaux

réfugiés et 173 124 retournés en provenance du Darfour, franchissant plus de 32 points d'entrée le long de sa frontière orientale. On estime que plus d'un million de réfugiés soudanais vivent actuellement au Tchad. Le voyage n'a pas été facile pour Ama et sa fille qui ont affronté des conditions extrêmement éprouvantes et des dangers constants. La fille de Ama échappe de justesse à une tentative des militaires visant à enrôler de force les hommes et femmes dans leurs équipes. "À notre arrivée au camp de réfugiés d'Adré, j'étais physiquement et émotionnellement épuisée." dit Ama. C'est à ce point que la mère de famille et son bébé sont prises en charge par les équipes de l'UNFPA et autres partenaires humanitaires dans le Centre Intégré des Services Multisectoriels (CISM) d'Adré. "Depuis le déclenchement de la crise, nous avons vu des femmes qui ont traversé des épreuves incroyables". Elles arrivent souvent sans rien. Leur état de santé est très souvent préoccupant, surtout en ce qui concerne la santé maternelle et infantile explique SOLIRI ADETTE, sage-femme, responsable de la maternité d'Adré. Notre mission est de leur offrir des soins essentiels, notamment des consultations prénatales, des accouchements assistés et des soins postnataux poursuit la sage femme.

UNFPA a mis en place des espaces sûrs pour les femmes et les jeunes où les sages-femmes humanitaires et les professionnels de prise en charge psycho-social y travaillent. Dans ces endroits, les femmes reçoivent/participent aux activités de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive, la mitigation des risques d'exposition au viol et à l'exploitation sexuelle, le circuit de référencement et la prise en charge des cas de VBG, ainsi que des services de planification familiale. C'est de là que Ama a repris progressivement le contrôle de sa vie. L'ancienne travailleuse sociale est aujourd'hui, leader d'un groupement féminin au sein du camp des réfugiés d'Adré.

"Avec l'aide de l'UNFPA, nous avons mis en place des programmes d'entraide et de soutien pour les femmes réfugiées", raconte fièrement Ama. Nous organisons des ateliers sur la santé mentale, la planification familiale et l'autonomisation économique poursuit-elle.

"Cette nouvelle responsabilité m'a redonné espoir et un sens à ma vie. J'ai découvert une force intérieure que je ne pensais pas posséder et je suis déterminée à aider d'autres femmes à retrouver leur dignité et leur autonomie", confirme Ama. Sans nouvelles de son fils de 20 ans, depuis le début de la crise, Ama ne désespère pas de retrouver sa trace et continue de se battre pour offrir à ses autres enfants, un semblant de normalité.

À Adré, l'UNFPA, l'UNICEF, l'OMS et la Croix Rouge du Tchad ont mis en place le Centre Intégré des Services Multifonctionnels (CISM) qui joue un rôle crucial dans le soutien aux jeunes adolescentes réfugiées soudanaises comme Ama. Ces organisations travaillent ensemble pour fournir des services holistiques et essentiels en matière de santé reproductive, de protection contre les VBG et/ou EAS (Exploitation et Abus Sexuels) et de soutien psychosocial.



## Les sage-femmes humanitaires sauvent des vies!



Souad Mahamat Yacoub, soudanaise âgée de 27 ans. Elle a trois enfants et porte un début de grossesse. Elle menait une vie sobre mais paisible. Ménagère de son état, elle gagnait sa vie avec son mari qui assurait l'essentiel grâce aux petites activités commerciales et agricoles. Depuis plus d'une année déjà son pays le Soudan sombre dans une guerre fratricide. L'angoisse était présente dans les esprits, mais sa famille gardait encore l'espoir d'une décrispation éventuelle de la situation. Puis, en une nuit, tout bascula dans le drame et l'amertume ! Très vite, les événements se sont enchaînés comme dans un conte et sa vie fait croiser la tragédie de la guerre puis sombra dans les ténèbres de la crise soudanaise.

### Ses deux frères abattus à bout portant

Au milieu de la nuit, alors que tout le monde a déjà regagné son lit, cette nuit du 14 septembre 2024 donnait l'illusion d'une nuit calme à El Geneina. Soudain, des crépitements des armes retentissent. D'abord éloignés puis les tirs se rapprochaient jusqu'à ce que les assaillants forcent la porte puis pénètrent dans la cour. « Nous étions réveillés par les bruits des armes et toute la famille y compris les enfants étions

debout rassemblés au milieu de la cour familiale. A bout portant mes deux frères sont abattus, mon mari blessé au bras gauche et tous, gisaient sur le sol » témoigne Souad, la voix entrecoupée.

La même nuit, les morts sont enterrés puis les rescapés de la tuerie décident de quitter et de prendre le chemin de l'exil à la recherche du salut. « La décision de quitter était spontanée puisque c'est l'unique alternatif qui restait. Je n'avais absolument rien pris de la maison. On n'avait ni couchage ni même un gobelet d'eau » rappelle Souad. Le cœur meurtri, la famille de Souad en compagnie de beaucoup d'autres membres de la communauté a marché durant deux jours avant de faire une première escale à Kouam à environ 60 kilomètres non loin de la frontière tchadienne. C'est là que le mari de Souad reçoit les premiers soins suite de sa blessure.

Le déplacement a été particulièrement éprouvant pour les enfants dont les plus petits étaient portés sur les ânes. « Les enfants sont littéralement épuisés y compris ceux qui étaient sur les ânes. Notre convoi se déplaçait dans un concert des pleurs des enfants tenaillés par la fatigue, la faim et la soif.



On dormait à même le sol, buvait l'eau dans les marres et exposés à tous les aléas » affirme Souad. Enceinte l'état de santé de Souad s'est rapidement dégradé avant leur entrée au Tchad et leur installation dans le camp des réfugiés de Farchana à l'Est du pays. Sa survie devenait hypothétique sans une prise en charge appropriée.

### Peu à peu l'espoir de vie et le sourire retrouvés

Les épreuves endurées par Souad n'ont d'égal que les atrocités de la guerre dans son pays le Soudan. Diminuée et malade, elle est repérée par la sage-femme humanitaire déployée par UNFPA dans le camp. Conduite au poste de santé, elle reçoit les premières consultations curatives et prénatales. Des soins appropriés lui sont administrés et un suivi personnalisé est effectué par la sage-femme pour guérir non seulement les maux diagnostiquer mais surtout pour éviter tout risque lié à sa grossesse. « Seul Dieu saura remercier et bénir la sage-femme Prisca qui a pu sauver ma

vie. J'étais persuadé que je n'allais pas survivre avec mon état et sous ces effets conjugués du traumatisme de la guerre et de la maladie ».

Aujourd'hui, Souad a retrouvé le sourire. Elle vit avec ses enfants et fréquente le poste de santé pour le suivi de sa grossesse. La sage-femme devenu son amie lui rend visite dans sa tente, au camp de Farchana, pour la reconforter et la soutenir. La sage-femme Prisca témoigne en ces termes : « Souad est une femme très résiliente. Lorsque je l'ai repéré puis conduit au poste de santé pour la première fois, elle était à bout de souffle. Sur le chemin de l'exil, elle a développé plusieurs pathologies graves pour sa vie et la grossesse qu'elle porte. Mais après la prise en charge, elle s'est vite rétablie »

Pour l'UNFPA, transformer et sauver la vie des femmes y compris celles en situation humanitaire est un sacerdoce. A Farchana et partout dans les différentes régions et sites humanitaires il y a des nombreuses Souad à qui l'UNFPA a redonné espoir après une vie fissurée.

## Ils ont plus besoin de soutien, les réfugiés soudanais dans l'est du Tchad



Face à la crise humanitaire qui continue de frapper l'est du Tchad, l'UNICEF et ses partenaires intensifient les actions pour venir en aide aux populations réfugiées ainsi qu'aux communautés autochtones. Alors que des milliers de réfugiés sont en train d'être relocalisés sur le site de Dougui, l'UNICEF, en collaboration avec l'ONG locale Sahkal, a entrepris la construction de près de 800 latrines pour les familles. Des distributions de kits d'hygiène essentiels ont eu lieu à Farchana et Adré, et un élargissement du réseau d'approvisionnement en eau potable a été effectué, avec l'installation de deux nouvelles bornes-fontaines à deux robinets chacune au poste frontière d'Adré, afin d'améliorer l'accès à l'eau potable. Les efforts se poursuivent pour prévenir et lutter contre la malnutrition, fournir un soutien psychologique et assurer la protection des enfants. Des campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale et les violences basées sur le genre sont également menées sur plusieurs

sites accueillant les réfugiés. Grâce à ces actions, l'UNICEF et ses partenaires contribuent à répondre aux besoins immédiats des populations affectées tout en renforçant leur résilience dans ce contexte actuel de crise.



## A l'Est, les acteurs humanitaires sensibilisés sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels.

Près de 190 participants, femmes et hommes, de plusieurs agences des Nations Unies, d'organisations partenaires et de membres des communautés locales de différentes localités de l'est du Tchad ont pris part à des séances de sensibilisation et de formation sur l'exploitation et les abus sexuels. Organisées par l'UNICEF en collaboration avec la Croix rouge tchadienne et des agences des Nations Unies dans le cadre du suivi du plan de réponse rapide mis en place par l'équipe humanitaire pays en réponse à la crise humanitaire dans l'est, les sessions ont permis d'échanger sur les défis et de formuler des recommandations pratiques pour améliorer et

renforcer la prévention et la réponse aux violences sexuelles et abus. Ces rencontres ont également été l'occasion de montrer l'importance cruciale de l'engagement des communautés dans les efforts de protection des populations les plus vulnérables contre toutes les formes d'exploitation et abus sexuels. En impliquant activement les acteurs locaux, l'UNICEF et ses partenaires renforcent la sensibilisation et l'action collective pour assurer un environnement plus sûr et protecteur pour tous. L'UNICEF et ses partenaires appliquent une tolérance zéro face aux abus sexuels et à toutes les formes d'exploitation.



# EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS

## les réfugiés ont accès aux cartes d'identité biométriques sécurisées



Abakar, réfugié centrafricain, confie avoir passé 11 ans sur le sol tchadien et se dit satisfait de cette opération qui va faciliter son inclusion socio-économique et sa libre circulation. De son côté, le ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration, monsieur Ali Ahmat Akhabach, affirme que « la mise en œuvre de cette opération est un message fort que nous envoyons à la communauté internationale pour réaffirmer notre engagement à protéger les droits des réfugiés et à construire un avenir meilleur pour tous ». « En offrant des documents d'identité sécurisés aux réfugiés, nous leur donnons, au-delà de la reconnaissance juridique, un sentiment d'appartenance et de dignité » a-t-il renchéri le ministre la Sécurité Publique et de l'Immigration



L'Etat tchadien à travers le ministère de la Sécurité Publique a organisé le mardi 25 février 2025 dans les locaux de la Représentation du HCR à N'Djamena, le lancement de l'enrôlement en vue de la distribution de cartes d'identité biométriques sécurisées aux réfugiés. La délivrance de titres sécurisés par l'Etat tchadien va permettre l'inclusion des réfugiés dans le Système Intégré de Gestion des Populations et des Titres Sécurisés.

Cette cérémonie officielle présidée par le ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration a vu la participation des bailleurs, des partenaires du Système des Nations Unies et des Organisations Non-Gouvernementales.

La phase pilote de ce projet d'enrôlement pour la délivrance de documents sécurisés cible 25 000 réfugiés résidant aussi bien à N'Djamena que dans les provinces soit environ 5 % de la

cible totale de 500.000 réfugiés selon le Directeur général adjoint de l'ANATS, monsieur Youssouf Gorou.

La carte biométrique délivrée par l'Etat du Tchad aux réfugiés va renforcer leur environnement de protection déjà très favorable au Tchad, en leur permettant de faire les choses toutes simples du quotidien comme acheter une puce téléphonique, ouvrir un compte en banque, envoyer ou recevoir de l'argent et bénéficier des services sociaux de base. A l'occasion de cette cérémonie, le Représentant du HCR au Tchad, monsieur Magatte Guisse a félicité les autorités tchadiennes pour leur hospitalité et leur leadership dans la gestion des réfugiés. Il a aussi fait un appel aux bailleurs et partenaires techniques et financiers pour davantage appuyer le Tchad dans cet élan, afin de permettre aux 95% des réfugiés restant de bénéficier de cet important document qui a une durée de validité de 10 ans



## Gamara Arbab Adam, une réfugiée devenue entrepreneure et modèle de résilience au Tchad



Vingt ans après avoir fui les violences qui ravageaient son village de Doucouré au Soudan, Gamara Arbab Adam est aujourd'hui une figure emblématique de la résilience et de l'entrepreneuriat à Farchana, au Tchad. Elle a transformé un exil forcé en une opportunité de renouveau, devenant boulangère et formatrice, apportant espoir et autonomie à sa communauté.

Son histoire commence en 2004, lorsqu'elle et sa famille ont été contraintes de fuir leur foyer, marchant deux jours sans nourriture pour atteindre la frontière tchadienne. « Nous avons marché sans rien manger, seulement en buvant de l'eau, jusqu'à ce que nous atteignions la frontière », se souvient-elle. Arrivée à Farchana avec quelques vêtements, Gamara a fait face à d'innombrables difficultés, mais sa détermination ne l'a jamais quittée.

Elle a commencé par vendre du thé au marché, laver du linge, creuser des latrines et fabriquer des briques pour subvenir aux besoins de ses cinq enfants. En 2021, un tournant décisif a eu lieu : elle a été sélectionnée parmi 25 femmes pour suivre une formation à la fabrication de pain au lait, organisée par l'ONG HIAS (Hebrew Immigrant Aid Society) avec le soutien du HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. En l'espace d'un mois et demi, elle a appris un nouveau métier, acquis les compétences nécessaires pour le développer et s'est organisée avec d'autres femmes pour la production et la vente. « Apprendre à faire du pain a changé ma vie. Cela m'a donné une source de revenus stable et m'a permis de transmettre mon savoir à d'autres femmes », raconte-t-elle fièrement.

Aujourd'hui, Gamara vend son pain aux réfugiés, aux humanitaires et aux habitants tchadiens, au marché du camp comme à celui de la ville de Farchana. Chaque jour, elle s'assure un revenu stable, gagnant entre 2 et 3 dollars, et renforce ainsi son autonomie et sa reconnaissance sociale. « Cette activité me redonne de la joie, pas seulement pour l'argent que je gagne, mais aussi pour la considération que j'en retire. Je suis fière de transmettre mon savoir à d'autres femmes », confie-t-elle avec enthousiasme.

Son impact ne s'arrête pas à son propre succès. Elle est aussi un modèle de résilience pour d'autres femmes réfugiées et tchadiennes, partageant son savoir-faire avec 14 d'entre elles en 2023 et 15 autres en 2024. Dans le Bloc D de la Zone 1 du site de Farchana, elle est une inspiration pour la jeune génération. Fatimé, une apprentie boulangère, témoigne : « Ici, Gamara est un modèle. Nous voulons toutes lui ressembler. Incha'Allah, on y arrivera ». Avec davantage de soutien, Gamara pourrait augmenter sa production pour répondre à une demande sans cesse croissante. Elle a déjà prouvé qu'avec du courage et de la persévérance, il est possible de rebâtir sa vie et de contribuer à celle des autres.

Comme l'affirme Antony Akumu Abogi, chef de sous délégation du HCR à Farchana : « Gamara incarne la résilience et l'autonomisation. Son parcours montre combien il est crucial de soutenir les réfugiées pour leur permettre de construire un avenir digne. Les femmes représentent 60 % de la population réfugiée, mais elles sont souvent privées d'accès aux ressources nécessaires pour leur autonomie. L'engagement de la communauté internationale est essentiel pour briser le cycle de la dépendance à l'aide humanitaire et favoriser une transition vers un développement durable ».

## Le HCR et le gouvernement italien soutiennent l'éducation des jeunes étudiants réfugiés soudanais et tchadiens

« Après deux années d'interruption dues à la guerre au Soudan, je peux enfin reprendre mes études. C'est une seconde chance pour reconstruire ma vie ». Ces mots pleins d'émotion sont ceux d'Asma Abdelkerim Adam, une jeune réfugiée soudanaise du camp d'Alacha. Étudiante en deuxième année de chimie à l'Université Adam Barka d'Abéché, Asma a pu payer ses frais d'inscription, son loyer, et s'offrir un ordinateur grâce à une bourse éducative. Pour elle, cette aide n'est pas seulement financière : c'est la lumière au bout du tunnel, une opportunité de renouer avec ses rêves.

Asma fait partie des 840 jeunes réfugiés et Tchadiens qui ont bénéficié récemment des bourses éducatives financées par le HCR en partenariat avec le gouvernement italien. Cette initiative, mise en œuvre par le Jesuit Refugee Service (JRS), permet aux étudiants issus de contextes difficiles d'accéder à des institutions d'enseignement supérieur à N'Djamena, Abéché ou Iriba, et d'étudier dans des filières qui correspondent à leurs ambitions.

Maria Ahmat Adam, une jeune Tchadienne de 21 ans inscrite en troisième année de télécommunications à l'Institut National des Sciences et Techniques, souligne l'impact social de cette aide. « La bourse favorise la cohésion entre réfugiés et autochtones. Elle valorise l'excellence et nous motive à aller plus loin. » Avec les moyens reçus, Maria a pu acquérir de nouveaux logiciels pour approfondir ses

compétences, notamment en hébergement de sites web, et rêve de bâtir un avenir meilleur pour elle et sa famille.

Issa Mahamat Issa, étudiant en licence de télécommunications et major de sa promotion, témoigne également. « Ces bourses ne font pas de distinction : seul le mérite compte. Elles nous donnent les moyens de dépasser nos limites. » Grâce à son allocation, Issa a investi dans du matériel informatique spécialisé, essentiel pour ses recherches, tout en espérant que davantage de jeunes bénéficient de cette opportunité.

Depuis 2017, les programmes de bourses pour répondre aux besoins des réfugiés et tchadiens dans le cadre des mouvements mixtes ont permis à des milliers de jeunes réfugiés et autochtones au Tchad de poursuivre leurs études et de rêver d'un avenir plus prometteur. Ces bourses incarnent bien plus qu'un soutien académique : elles représentent une véritable renaissance pour des jeunes dont la résilience face à l'adversité est une source d'inspiration.

Venus de camps de réfugiés ou de communautés locales, ces jeunes s'accrochent à l'espoir que leur éducation leur permettra de surmonter les obstacles qui se dressent sur leur chemin. Pour Asma, Maria, Issa, et tant d'autres, ces programmes sont bien plus qu'un soutien financier : ils sont une main tendue vers un futur meilleur.



## Renforcement des capacités des femmes transformatrices de viande : Une initiative clé pour la compétitivité de la filière au Tchad



Dans le cadre du projet SaZLECAF, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en partenariat avec la Fondation CHAMSAL-HOUDA, met en œuvre une formation de renforcement des capacités destinée aux femmes transformatrices de viande dans la province du Ouaddaï. Cette initiative, qui se déroulera du 18 au 20 février 2025 à Abéché, vise à moderniser les pratiques de transformation de la viande et à renforcer la compétitivité de ce secteur clé au Tchad.

### Un secteur à fort potentiel, mais confronté à de nombreux défis

Le secteur de la transformation de la viande joue un rôle essentiel dans l'économie tchadienne, mais il fait face à plusieurs obstacles majeurs : techniques de production rudimentaires, absence de certification, mauvaise gestion des chaînes de valeur et difficultés de commercialisation. Pour pallier ces problèmes, cette formation de trois jours apportera aux participantes les outils nécessaires pour améliorer leurs pratiques et s'adapter aux exigences du marché.

### Objectifs et attentes de la formation

L'objectif principal de cette formation est de renforcer les compétences techniques des femmes transformatrices de viande. Plus spécifiquement, les participantes apprendront à :

- Adopter les règles d'hygiène et de surveillance sanitaire pour garantir la qualité des produits ;
- Optimiser l'utilisation des kits agroalimentaires fournis par le PNUD afin d'améliorer les méthodes de transformation ;
- Connaître et appliquer les normes BPA (Bonnes Pratiques Agricoles) et BPH (Bonnes Pratiques d'Hygiène) ;
- Maîtriser les techniques d'étiquetage et de commercialisation pour mieux répondre aux attentes des consommateurs ;
- Se familiariser avec les équipements modernes de transformation de la viande.

### Un impact direct sur la qualité et la rentabilité

À l'issue de cette formation, les 40 femmes transformatrices sélectionnées auront renforcé leurs compétences et seront en mesure d'intégrer des pratiques innovantes dans leur activité quotidienne. Elles pourront ainsi accroître la qualité des produits transformés, répondre aux normes en vigueur et accéder à de nouveaux marchés. L'atelier s'inscrit également dans la logique du Plan Annuel de Travail (PAT) du projet SaZLECAF, qui met un accent particulier sur l'amélioration de la compétitivité des acteurs de la filière viande. Ce programme bénéficie d'un accompagnement post-formation, garantissant un suivi et une application effective des compétences acquises.

### Un engagement fort pour le développement de la filière viande

Le PNUD et la Fondation CHAMSAL-HOUDA réaffirment, à travers cette initiative, leur engagement en faveur du renforcement des capacités des femmes entrepreneures et du développement durable du secteur agroalimentaire au Tchad. Grâce à ces actions, les transformatrices de viande pourront mieux structurer leur activité et contribuer activement à la croissance économique locale et nationale. Cette formation représente ainsi une opportunité précieuse pour professionnaliser le secteur et offrir aux consommatrices et consommateurs des produits de meilleure qualité, tout en favorisant l'autonomisation économique des femmes.



## Mittériné et Baltram : Une avancée majeure pour la stabilisation et le développement au Hadjer Lamis

Le 25 février 2025 marque une étape décisive pour la province de Hadjer Lamis, au Tchad. Une mission de visite et d'inauguration d'infrastructures essentielles s'est tenue à Mittériné et Baltram, sous l'initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en partenariat avec le Gouvernement du Tchad et plusieurs acteurs internationaux (UE, Allemagne, Suède, Pays-Bas, Royaume-Uni, Japon). Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme de Stabilisation et de Développement du Hadjer Lamis, visant à améliorer la sécurité, l'accès à l'éducation et les services de base pour les communautés locales.

### L'inauguration d'une école primaire à Baltram : un tournant pour l'éducation

L'éducation est un levier essentiel pour le développement durable. À Baltram, une nouvelle école primaire a été inaugurée, permettant à 620 enfants (337 garçons et 283 filles) de bénéficier d'un cadre d'apprentissage sécurisé et adapté. "Nous recevions autrefois nos cours ici, sous des hangars en paille, exposés aux vents et aux brouillards. Aujourd'hui, grâce à la construction de ces salles de classe, nous étudions dans de bien meilleures conditions." témoigne **Mahamat Umar Ali, 18 ans, étudiant au College of Education**. Cette infrastructure vient renforcer les efforts en faveur de l'accès universel à l'éducation, un élément clé pour la stabilité et l'émancipation des jeunes générations.

### Renforcement des Forces de Sécurité à Mahada : un soutien concret

La sécurité des communautés locales est une priorité. Dans cette optique, la mission a également procédé à la remise de 4 véhicules tout-terrain, 5 motos et du matériel informatique aux Forces de Sécurité de Mahada. Ces équipements permettront d'améliorer leurs interventions et de renforcer la protection des populations.

### Des infrastructures en construction à Mittériné : un engagement à long terme

Le développement d'une région passe aussi par des infrastructures solides et adaptées. Lors de cette mission, les autorités et partenaires ont pu visiter les chantiers en cours à Mittériné, marquant ainsi la volonté de poursuivre les efforts pour un développement inclusif et durable.

### Une coopération internationale pour un avenir meilleur

Ce projet ambitieux est rendu possible grâce au soutien du PNUD, du Gouvernement du Tchad et de ses partenaires internationaux. L'Union Européenne, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Japon sont autant d'acteurs engagés dans cette initiative qui contribue à la stabilisation et au développement durable de la région. "Ces réalisations montrent que la coopération et l'engagement collectif peuvent transformer des vies et construire un avenir meilleur pour tous."





## L'appui de l'OMS permet une meilleure prise en charge des réfugiés et retournés à l'Est du Tchad

Elle se plonge dans un déluge de larmes. Le thérapeute respecte cette décharge émotionnelle et la normalise. Puis, elle dit : « Depuis ce moment de souffrance cruelle (pour nommer le viol collectif) que j'ai subi, je n'ai trouvé personne qui m'écoute et me comprenne. C'est aujourd'hui que j'ai trouvé quelqu'un qui m'écoute et me comprend ; je me sens soulagée », confie Nadjoua Abakar, une réfugiée de 32 ans, mère de 2 enfants, lors de la consultation au CISM (Centre intégré des services multisectoriels).

La crise humanitaire et sanitaire en cours à l'Est du Tchad, causée par la guerre au Soudan, revêt plusieurs aspects étroitement liés à la santé, notamment mentale. Face aux risques alimentaires, climatiques, environnementaux, et sécuritaires, le statut de réfugié ou de retourné entraîne de plus en plus de difficultés mentales. Dans sa stratégie de réponse à la crise de l'Est, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Tchad accompagne les autorités nationales et sanitaires dans la mise en œuvre de diverses

initiatives pour faciliter la prise en charge sanitaire des populations victimes, en particulier en matière de santé mentale. Pour renforcer les capacités techniques et opérationnelles des différents acteurs qui interviennent dans la prise en charge psychosociale des personnes souffrant de troubles mentaux, l'OMS a soutenu l'organisation de plusieurs formations sur la psychoéducation, les premiers secours psychologiques, le counseling et la prise en charge psychiatrique. Ainsi, au total, 35 médecins et responsables de centres de santé de la province de l'Est ont bénéficié d'une formation sur le mhGAP (Mental Health Gap Action Program) pour la prise en charge psychiatrique des patients présentant des difficultés mentales. Dans ce même volet du renforcement des capacités, l'OMS a organisé une formation sur la prise en charge psychosociale et les premiers secours psychologiques au profit de 48 agents sanitaires et humanitaires.

Il s'agit de responsables de santé, de sages-femmes, d'infirmiers, d'agents psychosociaux, de psychologues et de médecins d'ONG nationales et internationales. Ces actions ont permis d'améliorer les capacités des professionnels de la santé mentale dans la détection des signes de détresse psychologiques ainsi que les troubles mentaux sévères à les contenir (si possible) et à les orienter vers l'équipe SMSPS (Santé mentale et soutien psychosocial) ou vers des spécialistes de la santé mentale au besoin.

Ces formations ont fait ressortir l'importance d'une prise en charge des personnes en détresse qui tient compte de la dimension psychique de la personne dans une démarche holistique et pluridisciplinaire. La mise en œuvre de ces différentes initiatives a conduit à une amélioration des capacités de prise en charge mentale dans les différents centres d'accueil des réfugiés et des retournés. Ainsi, entre octobre et décembre 2024, grâce aux consultants déployés, l'OMS a apporté un soutien à la prise en charge mentale de 1 032 patients, dont 256 hommes, 671 femmes, 56 garçons et 49 filles. Pour l'année 2025, les centres de santé des provinces de Wadi-Fira, Sila et Ouaddaï ont déjà traité près de 600 personnes souffrant de troubles mentaux. Pour une prise en charge complète des patients présentant des troubles mentaux, l'OMS a

également soutenu la dotation en médicaments psychotropes au profit des partenaires en charge de la gestion des sites d'accueil des réfugiés. Ces actions ont été possibles grâce au bailleur ECHO (Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes)

Les partenaires MSF Suisse, IRC, Alima/Alerte Santé, les centres de santé (Doroti, Kerfi, Dogdoré, Awine-Rado et Amdjerema) et les hôpitaux (Goz-Beida et Koukou) ont bénéficié de la dotation en médicaments psychotropes, ce qui leur permet de sauver la vie de femmes, d'hommes et d'enfants souffrant de troubles mentaux sévères tels que l'épilepsie, la psychose, la dépression, l'état de stress post-traumatique et le trouble de conversion. Le partenaire de l'OMS, IRC, rapporte avoir mis sous traitement psychotrope 359 patients entre mi-novembre et fin décembre. Les psychotropes ont été répartis équitablement entre 3 provinces (Ouaddaï, Wadi Fira et Sila) en fonction de l'afflux de réfugiés, de retournés et de la population hôte.

Dans la pratique de cette activité, l'une des difficultés majeures est le manque de partage des données SMSPS par les partenaires ou le retard dans le partage qui doit être amélioré par un plaidoyer au niveau macro pour davantage d'efficacité.

## L'Impact Alarmant du Gel des Financements sur les Opérations Humanitaires et de Développement des Nations Unies

Au Tchad, l'arrêt ou la réduction des financements internationaux compromet gravement les actions humanitaires et de développement menées par les **Nations Unies et leurs partenaires**. Face à une crise multidimensionnelle marquée par l'afflux de réfugiés, l'insécurité alimentaire et les défis climatiques, ce gel des fonds menace directement **des millions de vies** et met en péril la stabilité du pays.

### Des besoins croissants, des ressources en baisse

Le Tchad accueille aujourd'hui **plus d'un million de réfugiés et déplacés internes**, fuyant les conflits au Soudan, en République centrafricaine et dans le bassin du Lac Tchad. À cela s'ajoutent des défis internes, notamment une insécurité alimentaire touchant près de **3,3 millions de personnes**, selon le Programme alimentaire mondial (PAM).

Pourtant, **les financements alloués aux programmes des Nations Unies diminuent drastiquement**. Le gel des fonds compromet l'accès à des services essentiels tels que :

- ✓ **L'aide alimentaire** : des milliers de familles risquent d'être privées de rations vitales.
- ✓ **Les soins de santé** : la réduction des approvisionnements médicaux met en péril la prise en charge des populations vulnérables.
- ✓ **L'éducation** : les initiatives soutenant la scolarisation des enfants réfugiés et locaux sont freinées.
- ✓ **Le soutien aux moyens de subsistance** : l'arrêt de certains programmes freine l'autonomisation économique et aggrave la pauvreté.



### Conséquences sur la stabilité et le développement

Ce ralentissement des financements ne se limite pas à l'aide d'urgence. Il **met en danger les efforts de développement à long terme**, essentiels pour renforcer la résilience des populations et prévenir de nouvelles crises.

Sans ressources suffisantes, les programmes visant à :

- ✓ **Renforcer les capacités des institutions locales**
  - ✓ **Promouvoir la cohésion sociale entre réfugiés et communautés hôtes**
  - ✓ **Soutenir l'agriculture et l'accès à l'eau potable**
- seront fortement affectés, risquant d'entraîner **une augmentation de l'extrême pauvreté, des tensions sociales et une déstabilisation accrue du pays**.

### Un appel urgent à la solidarité internationale

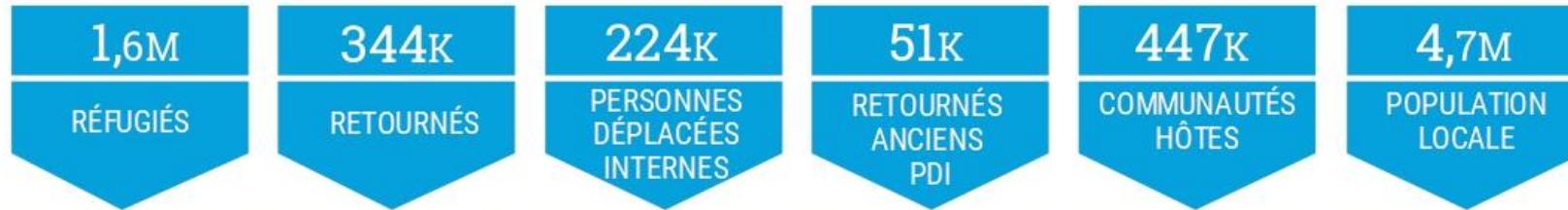
Les Nations Unies et leurs partenaires appellent à **une mobilisation rapide des donateurs** pour éviter une catastrophe humanitaire. Maintenir et renforcer les financements est **crucial** pour assurer la continuité des actions sur le terrain et préserver les acquis du développement. Dans un contexte mondial marqué par de multiples crises, **le Tchad ne doit pas être oublié**. L'investissement dans l'humanitaire et le développement aujourd'hui est la clé pour éviter des crises encore plus graves demain.



### LES CHIFFRES CLÉS



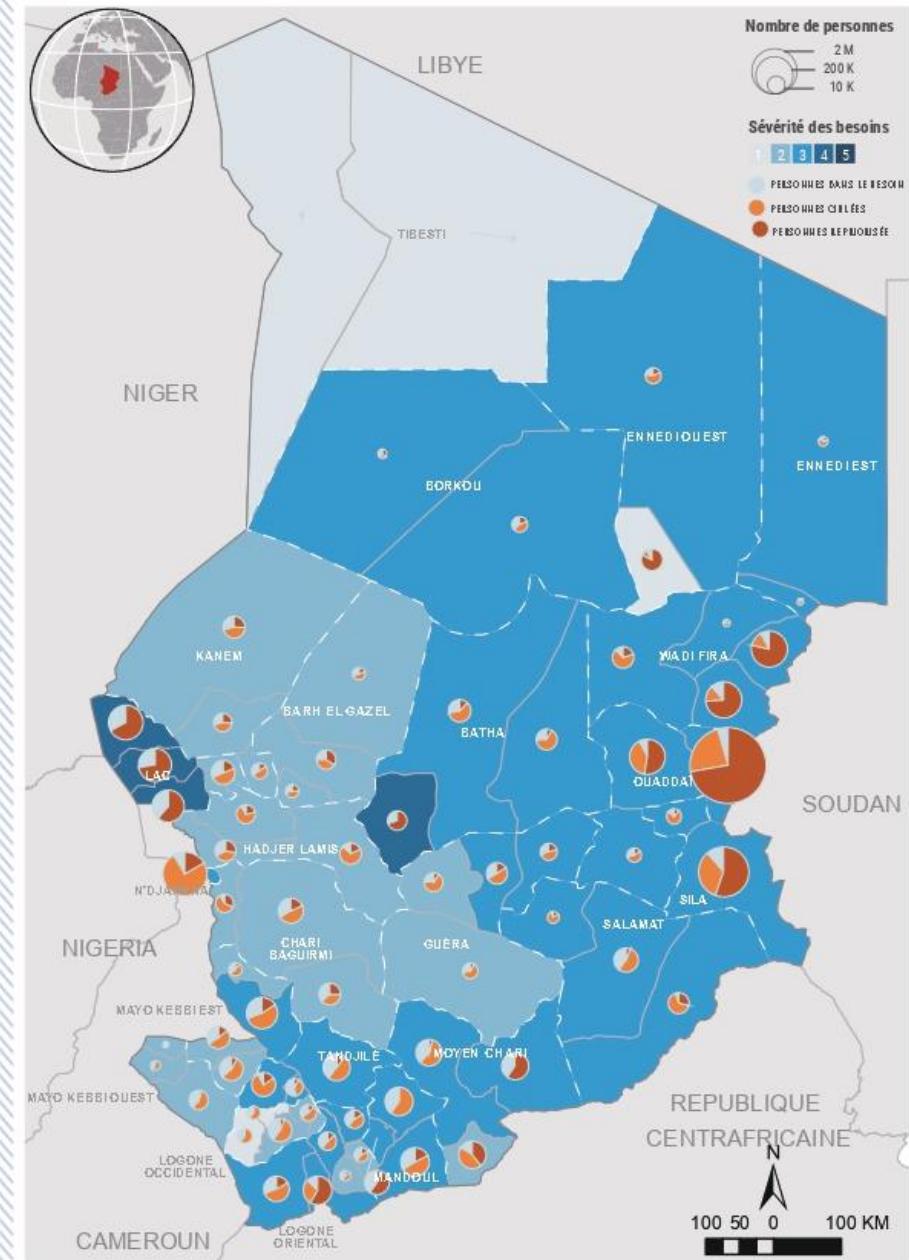
### GRUPE DE POPULATIONS DANS LE BESOIN



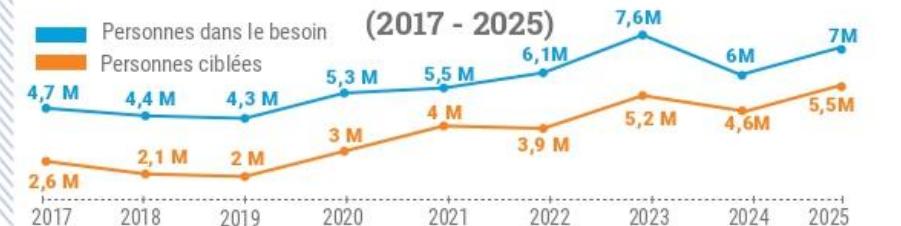
### PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES PAR SECTEUR / CLUSTER

SECTEUR / CLUSTEUR	PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	PERSONNES REPRIORISÉES	FINANCEMENT (US\$)	FINANCEMENT REPRIORISÉS (US\$)
Abris/Articles Ménagers Essentiels	882k	410k	146k	25,3M	9M
Coordination et Gestion de Camps	769k	614k	361k	5,3M	4,4M
Eau, Hygiène et Assainissement	3,6M	1,9M	511k	47,9M	10,9M
Education	1,6M	704k	68k	35,8M	3,5M
Nutrition	2,8M	2,4M	442k	151,3M	53M
Protection	728k	563k	218k	17,6M	9,2M
Protection Générale	728k	563k	218k	6,1M	2,8M
Protection de l'Enfance	310k	290k	116k	6,1M	3,2M
VBG	306k	273k	115K	5,4M	3,2M
Santé	3,6M	1,1M	182,6K	41,3M	9,9M
Sécurité alimentaire	4,5M	3M	552k	286,9M	55,1M
Réponse Multisectorielle pour les Réfugiés	1,6M	1,6M	1,6M	806,7M	659M
Transfert d'Espèce à Usage Multiple		105k	-	5,7M	2,9M
Coordination et Support de Service			-	30,3M	19,2M

### PERSONNES AYANT DES BESOINS HUMANITAIRES, PERSONNES CIBLÉES ET SÉVÉRITÉ INTERSECTORIELLE



### PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES PAR ANNÉE (2017 - 2025)



## Renforcement des mécanismes de prévention des conflits et de promotion de la paix.

L'UNICEF et le Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles ont lancé à Abéché le projet visant à renforcer l'engagement des chefs traditionnels dans la prévention des conflits et la promotion de la paix. Ce projet a pour objectifs de :

- Mettre en place des mécanismes d'alerte précoce et de prévention des conflits ;
- Renforcer la collaboration entre autorités traditionnelles et modernes ;
- Promouvoir les pratiques locales de gestion des ressources naturelles ;

- Encourager une participation inclusive de toutes les communautés ;

- Documenter et transmettre les bonnes pratiques de résolution pacifique des conflits ;

- Faciliter la transition entre l'assistance humanitaire et le développement durable.

Les chefs traditionnels, garants de l'unité et de la stabilité, ont un rôle clé à jouer pour bâtir des communautés unies et résilientes. A cette occasion, ces leaders communautaires ont réitéré leur soutien et leur engagement aux initiatives en faveur de paix et de la cohésion sociale.



## Planification du programme Partenariat pour la Résilience au Sahel



La planification du programme Partenariat pour la Résilience au Sahel a été menée du 5 au 6 février à Mao, dans la province du Kanem.

Financé par le gouvernement allemand et mis en œuvre par l'UNICEF, le PAM et la GIZ, ce programme vise à renforcer les capacités des communautés locales à faire face aux défis croissants de la région. Cette rencontre a rassemblé divers acteurs et partenaires afin de définir des stratégies efficaces pour accroître la résilience des populations face aux crises et aux aléas climatiques. Le programme adopte une approche intégrée qui tient compte des réalités

locales, en combinant des interventions dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, de la paix et de la cohésion sociale, ainsi que du renforcement des moyens de subsistance. Il est mené simultanément dans cinq pays du Sahel : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. À travers une synergie d'actions, ce programme contribuera à répondre aux défis communs auxquels sont confrontées les populations, tout en adaptant les interventions aux spécificités locales de chaque pays.



# Lancement du Projet PASRRC au Tchad



Le 20 janvier 2025, le Gouvernement du Tchad, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement (BAD), a officiellement lancé le **Projet d'Urgence et d'Appui à la Stabilisation et au Relèvement des Réfugiés et des Communautés Hôtes au Tchad (PASRRC)**. Cette initiative ambitieuse vise à répondre aux défis de stabilisation et de relèvement dans les provinces de Ouaddaï, Sila et Wadi Fira, dont les populations sont particulièrement touchées par l'impact de l'arrivée massive des réfugiés soudanais.

Depuis avril 2023, le Tchad accueille plus de 700 000 réfugiés soudanais, dont près de 89 % sont des femmes et des enfants. Face à cette crise, le PASRRC se veut un projet phare et innovant pour améliorer durablement les conditions de vie des communautés hôtes et des réfugiées en renforçant leur résilience socio-économique et en promouvant la cohésion sociale.

Avec un financement total prévu de **30,6 millions USD**, ce projet est focalisé sur quatre priorités stratégiques :

• **L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base** (éducation, santé, eau) ;

• **Le renforcement des moyens de subsistance et l'adaptation au changement climatique** ;

• **Le développement des capacités institutionnelles** ;

• **La promotion de la paix et de la cohésion sociale.**

Parmi les principales réalisations prévues figurent la construction et la réhabilitation d'infrastructures éducatives, des centres de santé, des points d'eau et de marchés. Le projet inclut également le soutien économique aux personnes vulnérables et le recrutement de personnel dans les secteurs éducatif et sanitaire.

Au cours de cette cérémonie qui a mobilisé un parterre d'invités de haut rang parmi lesquels des membres du gouvernement, des partenaires techniques et financiers, des responsables des institutions étatiques et le secteur privé, le Représentant Résident du PNUD a salué la résilience et la solidarité du peuple tchadien, tout en soulignant l'importance de ce projet dans le cadre de la stratégie Nexus Humanitaire-Développement-Paix. Il a également remercié le gouvernement tchadien et la BAD pour la confiance accordée au PNUD pour assurer la mise en œuvre de cet ambitieux projet.



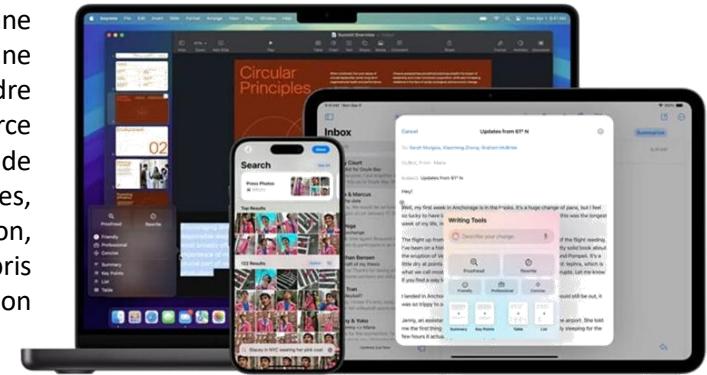
# L'évaluation de l'état de préparation à l'Intelligence Artificielle au Tchad : un outil stratégique pour une transformation numérique réussie

L'intelligence artificielle représente une avancée technologique majeure dans ce monde en perpétuelle évolution. Elle façonne de nombreux aspects de notre vie quotidienne et offre un potentiel incroyable pour résoudre des défis complexes. C'est une force transformatrice qui touche tous les aspects de la vie, des interactions sociales, économiques, politiques et de défense. Avec cette innovation, des questions éthiques surgissent, y compris des préoccupations cruciales quant à son utilisation responsable.

L'UNESCO, en tant qu'Organisation mondiale qui œuvre pour la paix, le développement durable et la promotion des droits de l'homme, a pris conscience de la nécessité impérieuse d'encadrer le développement et l'utilisation de cette technologie. C'est dans cet esprit que la recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle a été élaborée, avec pour objectif de guider les États membres et les parties prenantes à travers des principes éthiques fondamentaux. En adoptant cette Recommandation sur l'éthique de l'IA, l'UNESCO et ses États membres réaffirment leur engagement profond envers un avenir technologique responsable, une utilisation respectueuse des valeurs humaines fondamentales et équitables pour tous.

L'essor de l'intelligence artificielle transforme les modèles économiques, les secteurs industriels et les modes de gouvernance à travers le monde. Dans le contexte africain où le numérique est perçu comme un moteur de développement, évaluer l'état de préparation d'un pays à l'IA est une nécessité stratégique. Pour le Tchad, cette évaluation vise à déterminer les capacités actuelles du pays, identifier les faiblesses et proposer des solutions adaptées à son contexte et son environnement socio-économique.

Ainsi, le Ministère des Communications, de l'Économie Numérique et de la Digitalisation, en partenariat avec l'UNESCO, a organisé une session nationale d'actualisation et de mise en



conformité du rapport sur l'intelligence artificielle au Tchad. L'événement a réuni des experts nationaux et internationaux, afin de finaliser les recommandations et aligner le rapport avec les standards internationaux. Cette initiative marque une avancée majeure vers l'adoption d'une stratégie nationale pour l'intégration responsable et éthique de l'IA dans le développement du pays.

1. Grâce à la Méthode de l'UNESCO d'évaluation de l'état de préparation à l'intelligence artificielle (Readiness Assessment Methodology, «RAM») le diagnostic scrute les opportunités et les points forts tout en mettant en lumière les améliorations et développements nécessaires. Bien que le Tchad n'ait pas encore dévoilé une stratégie nationale officielle pour l'intelligence artificielle, le diagnostic indique clairement que le pays possède un environnement favorable à l'épanouissement d'une vision globale en matière d'IA. Les signes montrent que le pays a renforcé son écosystème numérique, en particulier en ce qui concerne la connectivité, l'accès aux données, la cybersécurité, et la protection des données personnelles, des éléments cruciaux concernant l'IA.

2. Le choix du Tchad de mettre en œuvre la recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle de l'UNESCO témoigne d'un véritable engagement envers l'adoption d'une IA inclusive et responsable.



## Appui au Suivi Dirigé par la Communauté (CLM) au Tchad



Afin de renforcer les actions et contributions de la société civile au Tchad à travers l'approche du suivi dirigé par la communauté (Community-led monitoring « CLM »), ONUSIDA, en collaboration avec d'autres partenaires et parties prenantes, a soutenu le processus de mise en œuvre de la feuille de route pour le CLM, développée en 2024.

Cette feuille de route a été élaborée et validée en consultation avec toutes les parties prenantes : gouvernement, société civile (y compris les associations de jeunes et des populations clés), et partenaires (OMS, UNICEF, Expertise France). La première phase, récemment achevée, a permis l'établissement d'un comité de suivi chargé de superviser la mise en œuvre et le suivi du CLM, l'élaboration de guides et le développement de modules de formation sur le CLM, ainsi que la formation des formateurs du CLM. Ces progrès ont été soutenus par ONUSIDA, en collaboration avec la Fondation Bill & Melinda Gates et Expertise France.

A l'instar d'autres pays avancés en CLM, ces efforts visent à renforcer la capacité de la société civile tchadienne, afin qu'elle soit mieux préparée et équipée pour surveiller et évaluer la qualité des services notamment, pour la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, etc..

## Arbre de Noël : soutien de l'ONUSIDA en faveur des enfants vivant et affectés par le VIH

En décembre 2024, le bureau de ONUSIDA a illuminé les cœurs des enfants, jeunes et adolescents du club Only Family, en organisant une journée festive inoubliable. Sous un magnifique sapin décoré avec soin, les éclats de rire et les sourires radieux ont empli l'air lorsque les cadeaux de Noël ont été distribués. Chaque paquet brillait de promesses de bonheur, apportant une étincelle de magie à ceux qui en avaient le plus besoin.

Cette initiative précieuse ne se contente pas de distribuer des cadeaux. Elle crée un cocon d'amour et de soutien, loin des jugements et de la stigmatisation que ces jeunes peuvent rencontrer

au quotidien. En offrant un espace où ils peuvent danser, chanter, se sentir compris et aimés, ONUSIDA contribue à renforcer leur santé mentale et émotionnelle. Ces instants précieux sont bien plus que des simples célébrations ; ils représentent des moments de réconfort et d'espoir, essentiels pour leur bien-être.

Ainsi, ONUSIDA souligne par cette journée festive l'importance de la solidarité et de l'engagement envers les jeunes vivant avec le VIH. En les entourant de bienveillance et de joie, l'organisation montre qu'ensemble, nous pouvons faire une différence significative dans leurs vies.



## La production agricole, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales vulnérables sont des priorités de la FAO et BM

Financé par la Banque Mondiale à hauteur de US\$ 5 millions, pour 15 000 ménages vulnérables, le projet de renforcement de la production agricole pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales vulnérables au Tchad couvre huit (8) Provinces à savoir la Province du Wadi Fira, du Ouaddaï, du Batha, du Guéra, de Hadjar Lamis, de la Tandjilé, du Logone Occidental et du Logone Oriental. L'analyse de l'évolution des moyens d'existence en 2022 a montré que 6,2% et 32,5% des ménages avaient respectivement développé des stratégies d'urgence et de crise dans l'ensemble des zones analysées. De même, l'impact de la mauvaise répartition des pluies lors de la précédente campagne et la hausse des prix ont conduit les ménages à faire d'important recours aux stratégies qui ont affecté leurs moyens d'existence.

L'objectif de ce projet faut-il le rappeler, était d'apporter une réponse urgente et durable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Plus spécifiquement, il consistait à appuyer le démarrage de la campagne de contre saison froide 2022/2023 par l'approvisionnement des producteurs vulnérables en semences maraichères et matériel aratoire et de disponibiliser à temps les intrants agricoles pour la campagne 2023/2024. L'action d'urgence du projet concernait la fourniture des semences pluviales, maraichères et du petit matériel aratoire pour 15000 ménages répartis comme suit : Ouaddaï (2250 ménages), Batha (2250 ménages), Logone Occidental (2250 ménages), Tandjilé (1500 ménages), Guéra (1500 ménages), Logone Oriental (1500 ménages), Wadi Fira (1500 ménages) et Hadjar Lamis (2250 ménages). Cependant, à la demande des bénéficiaires, des piquets d'eau/forages maraichers sont en train d'être réalisés au profit de certains de ces bénéficiaires. Aussi, trois (3) formations (Biltine, Mongo et Doba) sur l'approche Caisse de Résilience sont-elles été réalisées couvrant 192 agents de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) et producteurs avec 32 Caisses des Résilience mises en place à travers les piliers techniques (Champs Ecoles Agro Pastoraux, social (Club Dimitra)



et financier (Association Villageoise d'Épargne et de Crédits) pour les bénéficiaires des forages et 32 kits des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ont été distribués aux bénéficiaires de ces 32 forages. Ces forages/points d'eau maraichers équipés des pompes solaires dotée de 1 ha avec une clôture en grillage sont en cours de réalisation pour la campagne de contre saison 2024/2025. Ils s'agit d'un château d'eau dans une parcelle

Il s'agit de 4 forages par province dont l'identification des sites s'est faite à travers une mission conjointe FAO-ANADER-ONG partenaires. De plus, 16 forages additionnels sont aussi en cours augmentant à 48 le nombre total des forages à construire.

**Cette intervention, bien que projet d'urgence, montre des résultats encourageants :**

Les bénéficiaires ont reçu au total 684 799 kg de semences qui ont permis d'emblaver 21 312 ha pour une production totale de 21 183 tonnes sur une prévision de 24 456 tonnes ce qui équivaut à une disponibilité alimentaire variant de 7 mois (mil) à 28 mois (riz) dans les zones d'interventions. Ce projet répond aux quatre améliorations de la FAO prônées par le Directeur Général de la FAO à savoir : meilleure production, meilleure nutrition, meilleur environnement et meilleures conditions de vie de la population vulnérable des 8 provinces identifiées pour sa mise en œuvre.



## La FAO, grâce à la contribution de la Norvège au Fond Spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation (SFERA), appuie le Tchad à reconstituer les moyens d'existence agro-pastoraux et à renforcer la résilience de 800 ménages affectés par les inondations de 2024 dans la province de Tandjilé.

Il faut rappeler qu'en octobre 2024<sup>1</sup>, des pluies torrentielles ont causé des inondations dévastatrices à travers le Tchad, affectant 966 localités et près de 1,5 million de personnes, soit 266 590 ménages. Les inondations ont détruit 259 332 hectares de cultures et englouti 66 728 têtes de bétail et causé la mort de 341 personnes. Cette situation a encore plus aggravé le niveau d'insécurité alimentaire et nutritionnelle critique du pays, ce qui avait poussé le gouvernement à déclarer l'état d'urgence alimentaire et nutritionnelle.

La province de la Tandjilé a été particulièrement touchée par les inondations, avec des pertes humaines et matérielles importantes poussant le gouverneur de la province à lancer un appel à l'aide d'urgence. La soudure, déjà difficile pour les ménages vulnérables, a été exacerbée par ces inondations, réduisant encore plus leurs capacités de résilience et de redressement rapide. La mauvaise campagne agricole, la hausse des prix du carburant et le conflit au Soudan ont perturbé les chaînes d'approvisionnement, accentuant l'inflation des prix des denrées alimentaires.

Face à ces défis, une aide d'urgence est nécessaire pour prévenir une détérioration de la situation humanitaire, et faciliter un relèvement rapide. Cependant, les interventions humanitaires seules ne suffisent pas à résoudre les causes profondes des crises. Une approche intégrée entre actions humanitaires, de renforcement de la résilience et de développement est essentielle.

Pour atténuer l'impact des inondations, la FAO avec l'appui de fonds norvégiens, via le SFERA, apporte une réponse d'urgence pour combler le déficit de production agricole et protéger le bétail. Les activités proposées contribueront à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations cibles. Elles incluent la distribution de semences de riz irrigué, de semences maraîchères, d'outils aratoires, ainsi que la vaccination contre les maladies telluriques et la septicémie hémorragique, de même que le déparasitage des animaux (bovins, ovins, caprins volaille, etc.). L'objectif global est de reconstruire la résilience socio-économique de 800 ménages agro-pastoraux dans cette province de la Tandjilé durement touchée par les dernières inondations, en renforçant la production agricole et en protégeant le capital productif des ménages vulnérables. Plus précisément, il s'agira de : (i) renforcer la résilience des communautés vulnérables exposées aux risques répétés du changement climatique grâce à une agriculture innovante à travers la mise à disposition des bénéficiaires des semences à haute valeur nutritive et économique, (ii) protéger les animaux à travers la vaccination systématique et le déparasitage des animaux, (iii) assurer un support en cash pour couvrir les besoins de base immédiats.

Le présent projet sera mis en œuvre suivant une approche appelée Cash+. Il s'agit d'une approche intégrée couplant la distribution de cash avec l'appui en intrants agro-pastoraux et le renforcement des capacités techniques des bénéficiaires. La synergie des actions permettra des effets plus durables.

Financé à hauteur de 350 000 USD par la Norvège, pour une durée de six mois, cet appui contribue à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que les conditions de vie des 800 ménages agro-pastoraux ciblés, affectés par les inondations. Il couvre deux départements et 8 villages de la province de la Tandjilé.

1- [https://data-in-emergencies.fao.org/documents/27a01c5f7b0149d88e10542c661b540f/about\\_West and Central Africa – Floods: Urgent call for assistance, October 2024–May 2025](https://data-in-emergencies.fao.org/documents/27a01c5f7b0149d88e10542c661b540f/about_West and Central Africa – Floods: Urgent call for assistance, October 2024–May 2025)

## L'OMS soutient le Tchad pour intensifier les efforts visant à mettre fin à la tuberculose d'ici 2030

"Cela fait deux mois que je tousse sans répit. Je n'ai pas les moyens d'aller à l'hôpital, et vivre avec cette inquiétude constante a été un véritable fardeau. Mais quand j'ai appris que vous alliez venir avec un dépistage gratuit de la tuberculose, incluant la radiographie thoracique et l'analyse de crachats, j'ai ressenti une lueur d'espoir", a confié M.A, 22 ans, infecté par le VIH.

La tuberculose est l'une des maladies infectieuses les plus mortelles au monde. Toutes les 78 secondes, une vie est perdue à cause de cette maladie, pourtant évitable et curable. Au Tchad, en 2023, l'incidence de la tuberculose était estimée à 139 cas pour 100 000 habitants. Ce taux est proche de l'incidence mondiale, estimée à 134 cas pour 100 000 habitants, mais reste éloigné de la cible de 20 cas pour 100 000 habitants fixée pour 2030.

En 2024, le taux de couverture du traitement antituberculeux a progressé, passant de 59 % en 2023 à 62,5 %, et le taux de succès thérapeutique est passé de 83 % à 84 %. Selon les données du programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT), au cours de cette même période, 27 000 personnes ont été dépistées sur tout le territoire soit 11 200 personnes de plus qu'en 2023, avec un total de 16 874 cas dépistés positifs soit près de 700 personnes de plus qu'en 2023. Grâce à la gratuité du dépistage et des médicaments, 84 %, soit 13 266 personnes, ont été déclarées guéries.

Cependant, le pays est confronté à la persistance de la chaîne de contamination en raison d'un écart significatif entre les cas estimés et les cas notifiés : 41 % chez les adultes et 64,5 % chez les enfants.



Pour briser cette chaîne de contamination, plusieurs partenaires techniques et financiers soutiennent les efforts du gouvernement tchadien : le Fonds Mondial, l'OMS et Expertise France apportent un soutien technique et financier au Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT). Des progrès ont été réalisés grâce aux stratégies recommandées par l'OMS, telles que le diagnostic précoce et précis, l'accès universel aux soins de santé, les soins centrés sur le patient et la prévention par traitement prophylactique. Avec le soutien de l'OMS, le Fonds mondial et Expertise France, le pays dispose désormais de 120 sites de prise en charge et de traitement, ainsi que de 54 appareils GeneXpert pour les analyses approfondies. "Le traitement de la tuberculose est entièrement gratuit sur l'ensemble des 120 sites", a confirmé le Dr Mahamat Saleh Idriss, coordinateur adjoint du Programme national de lutte contre la tuberculose.

À l'instar des autres pays du monde, le Tchad a célébré la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose le 24 mars 2024 sous le thème « Oui ! Nous pouvons mettre fin à la tuberculose : nous engager, investir et agir concrètement ». L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Tchad grâce au fonds UNITAIDS a soutenu le pays dans la mise en œuvre d'une campagne de dépistage de la tuberculose ciblant les personnes vulnérables, à l'instar de celles vivant avec le VIH/SIDA, les malades souffrant d'insuffisance rénale chronique, les diabétiques, les habitants des quartiers défavorisés et les prisonniers. Cette campagne a permis de dépister près de 600 personnes dans 3 structures de santé de N'Djamena et à la maison d'arrêt de Klessoum. Lors de la célébration, l'OMS a réaffirmé son engagement à œuvrer aux côtés des autorités nationales et à soutenir les initiatives visant à éliminer cette maladie d'ici 2030.



Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) en collaboration avec le Médiateur de la République, a organisé un atelier de formation à l'endroit du personnel du Médiateur de la République sur la Justice Transitionnelle, ce 19 février 2025 à l'hôtel Radisson Blu, à N'Djamena.

Cette activité a réuni les Conseillers du Médiateur de la République, les Directeurs des services, et les assistants techniques, et a permis de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du personnel du Médiateur de la République, sur le mécanisme de la Justice Transitionnelle, en vue d'outiller l'institution, à conduire la mise en œuvre de ce mécanisme, tel que recommandé par le DNIS et l'accord de Doha.

Au cours de cette formation, qui durera deux jours, plusieurs thématiques seront abordées notamment : l'introduction générale aux droits de l'homme et au DIH ; la Justice transitionnelle ; le droit à la vérité et le droit à la justice ; les réparations et les garanties de non-répétition ; les conditions préalables et principes clés pour un travail efficace sur la justice transitionnelle ;



la justice transitionnelle et le genre ; le Rôle du Médiateur de la République, de la CNDH et des OSCs dans le processus de la Justice Transitionnelle ; Introduction à la participation des victimes dans le processus de justice transitionnelle.

La cérémonie d'ouverture de cette activité a été meublée de deux allocutions, la première du Représentant et Chef Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), M Felix AHOANSOU et le discours d'ouverture Secrétaire General des Services du Médiateur de la République M DJIBRINE MOUSSA MAHAMAT

Pour rappel, cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à la protection et à la promotion des droits de l'Homme au Tchad mis en œuvre conjointement par le HCDH et le PNUD avec l'appui financier du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF)

## Le Comité de pilotage du projet Pré-DDR valide son plan d'action pour 2025

Le Ministre des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre, M. Issaka Maloua Djamous, et le Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, Dr François Balingaya, ont ouvert la réunion du comité de pilotage du projet Pré-DDR. L'événement, placé sous le thème « Vers un environnement propice au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des membres des mouvements politico-militaires au Tchad », avait pour objectif de dresser le bilan des activités réalisées en 2024 et de valider le plan de travail annuel 2025.

### Un engagement soutenu pour la paix et la réintégration

Dans son discours, Dr François Balingaya a salué les efforts du gouvernement tchadien pour faciliter la réintégration des ex-combattants signataires de l'accord de paix de Doha. Il a rappelé l'engagement des Nations Unies, qui, à travers le Fonds de consolidation de la paix (PBF Chad), ont financé plus de 15 projets en faveur du renforcement de l'État de droit, de la gouvernance locale et de la cohésion sociale. Concernant le programme Pré-DDR, plus de 5,5 millions de dollars ont été mobilisés pour soutenir les activités mises en œuvre.

### Des avancées concrètes dans le processus de réintégration

Prenant la parole, M. Issaka Maloua Djamous a

remercié les Nations Unies pour leur accompagnement, soulignant que cette dynamique a permis d'obtenir des résultats concrets :

- ✓ **Intégration de 6 000 ex-combattants** au sein des **Forces de Défense et de Sécurité (FDS)**.
- ✓ **Recrutement de plus de 500 cadres** dans la fonction publique.
- ✓ **Participation active des ex-mouvements politico-militaires au sein de l'exécutif**, avec **trois ministres en fonction**.

Ces avancées marquent une étape importante dans la stabilisation du pays et la reconstruction d'un climat de confiance entre les différentes parties prenantes.

### Mise en œuvre du plan 2025 : une feuille de route validée

Au terme des discussions, le plan de travail annuel 2025 a été adopté. Celui-ci sera mis en œuvre du 1er mars au 31 décembre 2025, avec le soutien financier du Fonds de consolidation de la paix (PBSO). Ce plan vise à renforcer la réinsertion des ex-combattants, consolider la gouvernance et promouvoir un climat durable de paix au Tchad.

Cette rencontre confirme ainsi la volonté des autorités tchadiennes et de leurs partenaires internationaux de poursuivre les efforts pour un retour progressif à l'ordre constitutionnel et une paix durable.



## Une Nouvelle Espérance pour les Réfugiés et les Communautés Hôtes au Tchad



Le Projet d'Urgence et d'Appui à la Stabilisation et au Relèvement des Réfugiés et des Communautés Hôtes (PASRRC) est officiellement lancé au Tchad ! Avec le soutien de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), cette initiative ambitieuse vise à renforcer la résilience des populations de l'Est du pays, durement affectées par les crises humanitaires et les déplacements forcés.

Un projet, 4 priorités, un impact durable

Le PASRRC repose sur quatre axes stratégiques majeurs pour bâtir un avenir plus stable et inclusif :

✓ **Accès aux services sociaux de base**  
**L'amélioration des infrastructures et des services essentiels (éducation, santé, eau potable) est une priorité pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés et des communautés hôtes.**

✓ **Renforcement des moyens de subsistance**  
**Des actions ciblées visent à promouvoir l'autonomie économique à travers l'agriculture, l'entrepreneuriat et l'accès à des**

**opportunités de revenus durables.**

✓ **Développement des capacités institutionnelles**

**Le projet soutient les autorités locales et les institutions pour mieux gérer les défis liés à l'accueil des réfugiés et favoriser une gouvernance efficace.**

✓ **Promotion de la cohésion sociale**  
**En encourageant le dialogue et l'intégration des populations, le PASRRC contribue à la paix et à la stabilité dans les zones concernées.**

Une approche intégrée pour un avenir meilleur

Ce projet incarne une vision innovante qui relie l'humanitaire, le développement et la paix, en mettant en place des solutions durables pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables. Grâce à cette initiative, des milliers de vies seront transformées et de nouvelles opportunités verront le jour pour bâtir un Tchad plus résilient et inclusif. Ensemble, faisons de la solidarité une force pour le changement !

## Le TCHAD dit aurevoir à Kamil Kamaluddeen, Représentant résident du PNUD au Tchad



### Un leadership visionnaire au service du Tchad

Le passage de Kamil Kamaluddeen à la tête du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad a marqué une période de transformations majeures pour le pays. En tant que Représentant résident, il a su mobiliser des ressources et des expertises pour accompagner le Tchad face à ses défis économiques, politiques et sociaux, en mettant l'accent sur la gouvernance démocratique, la résilience des communautés et le développement durable.

Sous sa direction, le PNUD a joué un rôle clé dans la transition politique du pays, notamment dès son entame jusqu'à la fin en passant par le referendum constitutionnel, les différentes élections ainsi que d'autres étapes importantes. À travers un appui technique et logistique, l'organisation a contribué à assurer un processus électoral crédible et inclusif, renforçant ainsi les institutions démocratiques.

Face à la crise humanitaire provoquée par l'afflux massif de réfugiés soudanais à l'est du pays, Kamil Kamaluddeen a orienté le PNUD vers des actions rapides et efficaces. Une évaluation de l'impact socio-économique de cette crise a permis la mise en place d'un programme d'urgence visant à renforcer la résilience des communautés locales et à élaborer un Plan national de réponse. Parallèlement, le programme de stabilisation du

bassin du lac Tchad a contribué à améliorer la sécurité, la justice communautaire et les infrastructures essentielles.

Le développement durable a également été au cœur de son engagement. L'installation d'une mini-centrale solaire de 78,5 kW à Mandélie illustre l'impulsion donnée à l'accès aux énergies renouvelables pour les populations locales. De plus, la lutte contre le changement climatique s'est renforcée grâce à des initiatives de gestion durable des écosystèmes et de mise en place de systèmes d'alerte précoce pour anticiper les catastrophes naturelles.

Enfin, Kamil Kamaluddeen a œuvré pour la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat, en particulier chez les jeunes et les femmes. Grâce à son leadership, plusieurs initiatives ont vu le jour, offrant des formations, des financements et un accompagnement aux jeunes entrepreneurs, notamment dans le domaine du numérique, de l'énergie et de l'adaptation climatique.

Au Tchad depuis janvier 2021, son départ marque la fin d'une période riche en réalisations et laisse un héritage solide qui continuera de bénéficier au Tchad. Son engagement, son leadership et sa vision auront contribué à façonner un avenir plus inclusif, résilient et prospère pour le pays.

# #JIF 2025: Les femmes s'expriment librement

“

Ayant moi-même bénéficié de la solidarité féminine, je m'efforce aujourd'hui de rendre la pareille. À travers ma fondation CHAMSAL-HOUDA, j'accompagne les mères seules et les veuves en les aidant à créer des activités génératrices de revenus et en leur fournissant des fonds de roulement pour garantir la pérennité de leurs projets. Je soutiens également les filles et jeunes femmes sans moyens pour poursuivre leurs études.

”

**CHAMSAL-HOUDA  
ABAKAR KADADÉ**

BENEFICIAIRE DU PROJET ZLECAF. ABÉCHÉ



#MAINDANSLAMAIN

#JIF2025



Le travail humanitaire demande de **l'engagement**, de la **résilience** et une **véritable passion** pour aider les autres. Chaque action compte, et il n'y a pas de plus grande fierté que de **voir des vies changées grâce à l'engagement**.

**BENEDICTION MBAIKAR**  
NATIONAL PROGRAMME OFFICER/GENRE AU PAM



“

En tant que présidente du comité de stabilisation de Mitteriné, je travaille avec les filles et les femmes pour leur transmettre mes connaissances et mon savoir-faire. Je veux qu'elles deviennent des actrices du changement de demain, et pas de simples spectatrices. Je les encourage à être persévérantes, à croire en elles et à s'entraider. Je suis là pour écouter leurs difficultés et je fais tout pour les soutenir, pour qu'elles se relèvent et avancent ensemble. Ensemble, nous sommes plus fortes et dignes. On n'est pas fort seul, mais avec les autres.

”

**HAOUA  
SAKHAIROUN**

PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE STABILISATION DE MITTERINÉ



#MAINDANSLAMAIN

#JIF2025



Je suis fière d'occuper cette position et d'ouvrir la voie à d'autres **femmes**. Cette expérience m'a permis de dépasser les **limites** de ce que je croyais inaccessible en tant que jeune femme, et qui plus est, **Tchadienne**.

**MARINA NEPIDEMBAYE**  
CHAUFFEURE BUREAU COMMUN DES NATIONS UNIES



“  
J'ai besoin d'espacer les naissances pour avoir assez du temps afin de m'occuper normalement des enfants et de leur père.

Mariam Abdelkerim,  
une mère de 3 enfant



#SurvieEtDéveloppementDelEnf



“

J'ai été sensibilisée par la sage-femme sur la planification familiale lorsque j'ai accouché ici au centre de santé il y a 4 mois. J'ai trouvé important de faire la planification familiale pour son propre bien et pour le bien être familial.

Fatimé Moustapha,  
mère de 4 enfants



#SurvieEtDéveloppementDelEnf

